
VENDÉE EAU
ZAC Bell
57 Rue Paul-Émile Victor
CS 90041
85036 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX
Tél. : 02.51.24.82.00
Mail : vendee-eau@vendee-eau.fr

Procédure adaptée (Article L.2123-1 du Code de la Commande Publique)

MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE

Accord-cadre multi-attributaires à bons de commande

MAITRISE D'ŒUVRE POUR LES TRAVAUX SUR RÉSEAUX ASSAINISSEMENT (réhabilitation et extension)

25MOE063A

<p>0 - RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)</p>

<p>DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES OFFRES : 30 juin 2025 à 12H00</p>
--

SECTION 1: IDENTIFICATION DE L'ACHETEUR PUBLIC

1.1- Maître d'ouvrage :

Vendée Eau - Z.A.C. Bell - 57 Rue Paul-Émile Victor - CS 90041 - 85036 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX

1.2- Représentant de l'acheteur :

Monsieur Jacky Dallet, Président de Vendée Eau

1.3- Type d'acheteur public :

Établissement Public Territorial

Pour cette consultation, Vendée intervient en qualité d'entité adjudicatrice.

SECTION 2: OBJET DE LA CONSULTATION

2.1- Type de marché(s) :

Marché de Maitrise d'œuvre

2.2 - Objet du (des) marché(s) :

La présente consultation porte sur des prestations de maîtrise d'œuvre pour les travaux sur réseaux assainissement (réhabilitation et extension).

2.3 - Forme du marché :

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires (3 attributaires) à bons de commande en application des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 et R.2162-14 du Code de la Commande Publique.

Il sera conclu **sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 60 000 € HT.**

2.4 – Décomposition du contrat :

Pour des raisons de cohérence dans leur exécution, les prestations, objets du présent contrat relèvent d'un lot unique.

Le marché ne fait l'objet d'aucune décomposition en tranche.

Les prestations sont décomposées en **7 éléments de mission de base.**

N° mission	Objet de la mission
Mission n°1	Avant-Projet (AVP)
Mission n°2	Études de projet (PRO)
Mission n°3	Assistance pour la passation des marchés travaux (AMT)

Mission n°4	Examen de conformité-visa (VISA)
Mission n°5	Direction de l'exécution du contrat de travaux (DET)
Mission n°6	Assistance lors des opérations de réception (AOR)
Mission n°7	Ordonnancement, Pilotage et Coordination des chantiers (OPC)

Et **7 missions complémentaires**

N° mission complémentaire	Objet de la mission
MC n°1	Études d'exécution (EXE)
Au stade AVP	
MC n°2	Aide à la rédaction des mémoires techniques dans le cadre d'une demande de subvention de l'AELB dans le 12 ^{ème} programme (Analyse des travaux et conditions des conditions à réaliser)
MC n°3	Elaboration cahier des charges études géotechniques
MC n°4	Elaboration cahier des charges études topographique
MC n°5	Elaboration cahier des charges investigations complémentaires
MC n°6	Elaboration cahier des charges diagnostic Amiante et HAP
MC n°7	Elaboration cahier des charges contrôle des épaisseurs du matériau et les essais de flexion conformément à la norme NF EN ISO 11296-4

2.5 – Variantes / Prestations supplémentaires éventuelles :

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.
Il n'est prévu aucune prestation supplémentaire éventuelles.

2.6 - Type de procédure :

Procédure adaptée en application des article L.2123-1 du Code de la Commande Publique.

2.7 – Délai de validité des offres :

Il est ici précisé que le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

SECTION 3: CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ

3.1- Nature des prestations / Volume et caractéristiques des prestations :

L'objet du présent contrat portent sur des prestations de maîtrise d'œuvre pour les travaux sur réseaux assainissement (réhabilitation et extension).

Les prestations porteront sur des travaux situés sur les communautés de communes Vendée Sèvre Autise et du Pays de Chantonay, dont les montants envisagés sont estimés à 250 000 € HT pour la 1^{ère} année, 552 000 € HT pour la 2^{ème} année et de 830 000 € HT pour la 3^{ème} année.

La répartition des bons de commande sera effectuée en cascade (cf. 13 ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE).

3.2- Lieu d'exécution des travaux :

Le présent contrat concerne l'ensemble du patrimoine réseaux dont Vendée Eau est gestionnaire.

Actuellement, ce patrimoine (non-exhaustif) est réparti de la manière suivante :

- Communauté de communes Vendée Sèvre Autise : Linéaire patrimoine réseau gravitaire 86 km
- Communauté de communes Pays de Chantonay : Linéaire patrimoine réseau gravitaire 132 km

Les travaux seront réalisés principalement sur les communes de St Martin des Noyers, Rives d'Autise, Chantonay, Vix, Saint Prouant et Benet.

3.3 - Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP) :

Le présent marché n'est pas couvert par l'accord sur les marchés publics.

SECTION 4: DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAI D'EXÉCUTION

4.1- Durée globale du marché :

Le contrat sera conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification. Il pourra être reconduit, à sa date anniversaire, deux fois au maximum, par tacite reconduction et ce pour des périodes équivalentes d'un an, sans que sa durée totale puisse excéder 3 ans.

4.2 - Délai d'exécution :

Les délais maximaux d'exécution des bons de commande sont précisés aux articles 22 et 23 du CCATP.

SECTION 5: CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE LA CONSULTATION

5.1- Groupement d'opérateurs économiques :

Le marché sera conclu soit avec un opérateur économique présentant une candidature individuelle, soit avec un groupement d'opérateurs économiques.

Dans ce dernier cas, l'acte d'engagement devra :

- faire figurer l'ensemble des membres du groupement ainsi que son mandataire, la forme du groupement, et le cas échéant, la répartition des paiements (annexe 2 à l'acte d'engagement) ;
- être signé soit par chacun des membres du groupement, soit par le **mandataire du groupement dûment habilité par ses cotraitants.**

Les entreprises ont la possibilité de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels ou de membres d'un ou plusieurs groupements (cette possibilité n'est pas offerte au mandataire d'un groupement).

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles, conformément à l'article R 2142-24 du Code de la Commande Publique

5.2 – Sous-traitance :

Le candidat peut décider, lors de la remise des offres ou en cours d'exécution du marché, de sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées.

Dans tous les cas, le candidat ou le titulaire doit transmettre à l'acheteur public :

- le formulaire de déclaration de sous-traitance joint en annexe 1 de l'acte d'engagement complété et signé du candidat ou du titulaire, et du sous-traitant,
- les documents justifiant des capacités du sous-traitant (identiques à ceux exigés pour le titulaire).

Les informations relatives à la sous-traitance sont indiquées au CCATP.

5.3 – Langue et unité monétaire utilisées :

Les pièces relatives à la candidature et aux offres devront être rédigées en langue française. Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

5.4- Visite(s) du (des) site(s) :

Sans objet

SECTION 6: CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

6.1- Cautionnement et garanties exigés :

- Il n'est pas prévu de retenue de garantie.
- Durée de la garantie de parfait achèvement : 1 an à compter de la date d'effet de la réception des travaux

6.2- Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :

Une avance est prévue selon les conditions au CCATP. Le candidat renseigne son souhait dans l'acte d'engagement.

Le mode de règlement est le virement par mandat administratif.

Le délai de paiement est celui fixé par l'article R.2192-10 du Code de la Commande Publique ; il est actuellement de 30 jours.

SECTION 7: DOSSIER DE CONSULTATION

7.1 Numéro de référence attribué au marché par la personne publique : 25MOE063A

7.2- Conditions d'obtention du dossier de consultation des entreprises :

Le dossier de consultation est disponible gratuitement sous format électronique sur la plateforme www.marches-securises.fr (disponible depuis le site de Vendée Eau www.vendee-eau.fr, rubrique "Espace Marchés").

L'ensemble du dossier de consultation est mis à disposition des candidats.

Les soumissionnaires sont fortement invités à s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications. A défaut d'identification, et en cas de modification du dossier de consultation, l'offre ne prenant pas en compte les changements apportés en cours de consultation pourra être déclarée irrégulière.

7.3- Contenu du dossier de la consultation :

- le règlement de consultation
- l'acte d'Engagement (AE),
- le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et son annexe,
- Le Bordereau des Prix (BP) / DQE
- Attestation qualité pose rénovation réseaux

SECTION 8:PRÉSENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Le candidat doit transmettre les pièces mentionnées aux articles 8.1 et 8.2 avant les date et heure limites de remise des offres indiquées en page de garde du présent règlement, et selon les modalités fixées à la section 9 du présent règlement.

8.1 - Pièces de la candidature :

Le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, devra fournir les pièces suivantes :

Situation juridique :

- **Formulaire DC 1** dûment complété,
En cas de groupement, un DC 1 unique peut être remis. Dans le cas où il serait remis autant de formulaires DC 1 que de membres du groupement, les rubriques qui concernent le groupement dans son ensemble, notamment celle relative à la désignation et l'habilitation du mandataire, devront être identiques sur tous les formulaires.
- **Documents justifiant que le signataire (les signataires en cas de groupement) a (ont) le pouvoir d'engager la personne qu'il(s) représente(nt)** : extrait K-Bis, délégations de pouvoir, ... ;
- **Habilitation du mandataire** par ses cotraitants en cas de groupement ;
- **Formulaire DC 2** dûment complété ;

Capacités financière, technique et professionnelle :

Le candidat individuel ou chaque membre du groupement remet les renseignements suivants :

- **Déclaration indiquant le chiffre d'affaires** global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles ;
- **Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance** pour risques professionnels ;

- **Déclaration indiquant les effectifs** moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- **Description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique** dont le candidat disposera pour la réalisation du contrat ;
- **Liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années ;** les livraisons ou les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, par une déclaration de l'opérateur ;
- **Niveau de capacité technique exigée :**
 - niveau minimal d'expérience : au moins 3 références pertinentes récentes et suffisantes
 - ou
 - niveau minimal de capacité technique : au moins 1 ingénieur génie civil ouvrages hydrauliques.

Il est demandé aux candidats de rassembler l'ensemble des pièces administratives sur un seul document. De même, en cas de groupement, les pièces administratives relatives au(x) co-traitant(s) et au mandataire seront présentées sur un même document.

IMPORTANT :

- **Dans le cas d'une société disposant de plusieurs agences géographiques, tous les documents relatifs aux capacités devront explicitement se rapporter à l'agence qui exécutera le contrat.**
- **Le candidat peut demander, pour justifier de ses capacités, que soient également prises en compte celles d'autres opérateurs économiques. Chacun de ces opérateurs doit joindre l'ensemble des renseignements demandés dans le présent règlement justifiant de ses capacités. Le candidat apporte également la preuve que chacun de ces opérateurs mettra à sa disposition les moyens nécessaires pendant toute la durée d'exécution du marché (par exemple, pour les sous-traitants, compléter la déclaration figurant en annexe 1 de l'acte d'engagement, signée des deux parties).**

Le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place des documents mentionnés ci-dessus selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Il est précisé que l'acheteur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

Il est porté à l'attention des candidats que, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-13 du Code de la commande publique, ils ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais :

- D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

De plus, conformément aux dispositions de l'article R. 2143-14 du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir à l'acheteur les documents justificatifs et moyens de preuve qui ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

8.2 - Pièces de l'offre :

- **L'Acte d'Engagement* et ses éventuelles annexes** (AE) complété(s) ;
- Le **Bordereau des Prix (BP) / DQE** ;
- **Un mémoire technique** composé des thèmes suivants :
 - Une note d'analyse sur la compréhension des objectifs et les enjeux spécifiques aux opérations à venir
 - Une note méthodologique décrivant ses interventions de manière détaillée à chaque phase du projet, précisant ses modalités d'interventions concernant spécifiquement les missions de maîtrise d'œuvre ou de conseils ; et un détail des relations proposées avec la maîtrise d'ouvrage.
- Un **engagement de disponibilité et de capacité** à mobiliser l'équipe pour répondre aux sollicitations de manières simultanées aux différents besoins identifiés, le cas échéant, tout au long de l'accord-cadre
- Une note relative à l'organisation et aux moyens mis en place :
 - Organigramme complet de l'équipe permettant d'identifier les profils clés et les suppléants ;
 - Organisation au sein de l'équipe : rôle de chacun des intervenants, en précisant l'affectation des profils clés selon les opérations, l'identification de l'interlocuteur principal
 - CV et qualifications des membres, y compris les attestations de compétence
- Une note argumentaire relative au bordereau de prix (prise en compte pour la note de cohérence des prix). Ces explications seront en lien avec les modalités d'intervention et organisation de l'équipe décrites précédemment

*** Le candidat indiquera dans son acte d'engagement (Article 1) une adresse électronique fiable qui sera utilisée notamment pour les notifications relatives à la présente consultation** (attribution ou rejet, notification du marché ...).

8.3 - Documents à produire par le candidat retenu :

Le candidat individuel auquel il est envisagé d'attribuer le contrat (ou chacun des membres du groupement retenu) mettra à disposition sur la **plateforme sécurisée e-Attestations**, dans un délai de **7 jours ouvrables à compter de date d'envoi du courrier électronique** l'informant qu'il est attributaire, les pièces suivantes :

- le certificat attestant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales ;
- l'attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale ;
- la liste nominative des salariés de nationalité étrangère soumis à autorisation de travail qu'elles emploient, précisant pour chaque salarié, la date d'embauche, la nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;

Ces documents doivent dater de moins de 6 mois.

- une attestation en cours de validité, délivrée par la compagnie d'assurance garantissant les risques « responsabilité civile exploitation » et / ou « responsabilité civile professionnelle » ;
- un justificatif d'immatriculation de la société, datant de moins de 3 mois ;
- en cas de redressement judiciaire : la copie du ou des jugement(s) prononcé(s) justifiant de l'habilitation à poursuivre l'activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.
- Pour les candidats domiciliés ou établis à l'étranger : les pièces prévues à l'article D. 8222-7 du Code du Travail dans le respect des dispositions de l'article D. 8222-8 du même Code, les pièces prévues à l'article D. 8254-3 et D. 8542-4 du Code du Travail et les documents mentionnés à l'article R. 1263-12 du Code du Travail.

A défaut de produire les documents listés ci-dessus dans le délai fixé, l'offre pourra être rejetée et le candidat éliminé.

Le candidat suivant dans l'ordre du classement des offres sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires dans les mêmes conditions, avant que le contrat ne soit signé.

SECTION 9: MODALITÉS DE REMISE DES OFFRES

Le pli doit être remis au plus tard aux date et heure limites indiquées sur la page de garde du présent document, dans les conditions et aux adresses ci-dessous.

La remise du pli s'effectue obligatoirement par voie électronique (en application de l'article R.2132-7 du Code de la Commande Publique), sur la plateforme www.marches-securises.fr, (disponible depuis le site de Vendée Eau www.vendee-eau.fr, rubrique "Espace Marchés"), selon les dispositions indiquées ci-dessous. **Une offre transmise sous format papier sera considérée comme irrégulière.**

Le candidat doit s'assurer de sa capacité à remettre sa candidature et son offre. Il est recommandé aux candidats d'anticiper les problèmes de connexion et d'interopérabilité des logiciels. Il est rappelé que c'est l'heure de réception du pli qui fait foi, et non l'heure de l'envoi.

Une assistance téléphonique à l'utilisation de la plateforme " Marchés Sécurisés " est disponible pour les candidats au numéro suivant : 04.92.90.93.27.

Tout dépôt sur une plateforme de dématérialisation, sur un site internet, ou sur une adresse électronique autre que celle indiquée à la section XII ci-dessus est nul et non avenu.

Pour éviter les problèmes de transmission au dernier moment, les candidats sont invités à s'inscrire et faire des essais de façon anticipée, avant la remise des offres.

Il est demandé aux candidats de **limiter le nombre de caractères pour le nommage des pièces** (15 caractères maximum), en abrégant si besoin la désignation des pièces.

S'il souhaite modifier son offre, le candidat peut redéposer une nouvelle offre (attention : seul le dernier pli reçu dans les délais sera ouvert par l'acheteur ; l'offre modifiée doit donc faire l'objet d'un dépôt intégral).

FORMAT DES PIÈCES CONTENUES DANS LE PLI ÉLECTRONIQUE :

Les fichiers seront transmis au format .pdf ou, .doc ou, .xls ou, .dwg (pour les plans).

SIGNATURE ÉLECTRONIQUE :

La signature n'est pas obligatoire au stade de la remise de l'offre (pour rappel, le candidat n'a pas à signer de façon manuscrite ses documents puis à les scanner ; une signature scannée n'ayant pas de valeur juridique).

Toutefois, au plus tard au stade de l'attribution, le candidat retenu devra signer son offre à l'aide d'un certificat de signature électronique, dans des conditions conformes à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique (voir annexe).

COPIE DE SAUVEGARDE :

Le candidat peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des plis, par courrier sous pli recommandé avec accusé de réception ou par remise contre récépissé à Vendée Eau (à l'adresse indiquée en page de garde, en se présentant du lundi au jeudi de 9h à 12h30 et de 14h à 17h et le vendredi de 9h à 12h 30 et de 14h à 16h30, sauf jours fériés).

La copie de sauvegarde est transmise sur support papier ou sur support physique électronique ; elle doit être placée sous un pli comportant la mention « copie de sauvegarde » et indiquant l'objet de la consultation.

La copie de sauvegarde est ouverte par l'acheteur dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsqu'un pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, sous réserve que la transmission du pli ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Si un programme informatique malveillant est détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci sera écartée.

SECTION 10: EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

10.1 - Candidatures éliminées :

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'acheteur public constate que des pièces de la candidature dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, elle peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans le délai qui leur sera indiqué. En l'absence de réponse dans le délai imparti ou en cas de réponse incomplète, la candidature pourra être rejetée.

Seront également éliminées :

- les candidats qui ne présentent pas les capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes,
- les candidats en situation de liquidation judiciaire (article L640-1 du Code du Commerce), faillite personnelle (articles L.653-1 à L.653-8 du Code du Commerce) ou faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- les candidats admis à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L.631-1 du Code du Commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, qui ne bénéficient pas d'un plan de redressement ou qui ne justifient pas d'une habilitation à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du contrat.

10.2 - Offres éliminées :

Seront rejetées avant analyse des offres :

- les offres inappropriées (offres sans rapport avec le marché public parce qu'elles ne sont manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulées dans les documents de la consultation) ;
- les offres inacceptables (offres dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure) ;
- les offres irrégulières (offres qui ne respectent pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elles sont incomplètes, ou qui méconnaissent la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale).
- anormalement basses, après vérification des justifications fournies par l'opérateur économique.

Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

SECTION 11: JUGEMENT DES OFFRES

Les offres seront notées de la façon suivante :

Critères	Pondération
1. Prix des prestations jugés au regard des honoraires proposés au Bordereau des prix (BP)/DQE	40 %
2. Valeur technique jugée sur la base des sous-critères suivants :	60 %
a) Méthodologie de travail proposé pour réaliser la mission et le rendu des documents au titre de chaque élément de mission	30%
b) Organisation et moyens humains mise en place jugés sur la composition de l'équipe mobilisée pour la mission, comprenant le nombre de personnes affectées à la mission, le profil des intervenants proposés avec le détail de leurs qualifications (diplômes, formations, compétences spécifiques notamment), l'expérience professionnelle des personnels affectés pour la conduite de projets similaires et la description de l'intervention de chacun selon les différentes phases de la mission	30%

La négociation sera engagée à l'issue d'un premier examen des offres faisant suite à la réception des offres initiales. Si les offres initiales sont satisfaisantes, Vendée Eau se réserve la possibilité d'attribuer le marché public sur leur base, conformément à l'article R.2161-23 du Code de la Commande Publique

L'acheteur public pourra négocier avec tous les candidats ayant remis une offre.

Tous les échanges relatifs à la négociation, y compris la remise d'une nouvelle offre, seront effectués uniquement via la plateforme de dématérialisation.

À l'issue de ces négociations, Vendée Eau procèdera au classement définitif des candidats.

SECTION 12: DEMANDES DE PRÉCISIONS ET MODIFICATIONS DU DCE

Les candidats pourront poser des questions jusqu'à 10 jours avant la date limite de remise des offres. **Les questions seront posées obligatoirement via la plateforme de dématérialisation de l'acheteur public.**

L'acheteur public pourra apporter des modifications ou des précisions au dossier de consultation jusqu'à 6 jours avant la date limite de remise des offres.

SECTION 13: ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE :

Il s'agit d'un accord-cadre multi-attributaires à bons de commande, avec un Bordereau des Prix et un détail Quantitatif Estimatif, conformément aux dispositions des articles L.2162-13 et R.2162-14 de Code de la Commande Publique.

3 titulaires de l'Accord-Cadre seront retenus sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres.
Les bons de commande sont émis au fur et à mesure des besoins.

Ils seront attribués selon la méthode dite « en cascade » qui consiste à faire appel en priorité au titulaire classé en première position.

Dans cette hypothèse, l'acheteur contacte le titulaire dont l'offre a été classée première.

Si celui-ci n'est pas en mesure de répondre favorablement dans les délais, l'acheteur pourra s'adresser au titulaire dont l'offre a été classée deuxième et ainsi de suite.

L'offre du candidat classée en 3ème position a l'obligation de réaliser le bon de commande.

SECTION 14: INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS ET SERVICE AUPRÈS DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS PEUVENT ÊTRE OBTENUS CONCERNANT L'INTRODUCTION DES RECOURS :

Tribunal Administratif de Nantes
6 Allée de l'Île Gloriette - B.P. 24111 - 44041 NANTES CEDEX
Tél. : 02.40.99.46.00 - Télécopieur : 02.40.99.46.58
Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr

Annexe 1 au règlement de la consultation :
Modalités de signature électronique en application de l'Arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique

SIGNATURE ÉLECTRONIQUE :

Il est ici rappelé que la signature électronique est requise sur le document lui-même (un fichier zip signé ne vaut pas signature de chaque document qu'il contient).

Une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur d'original et ne peut pas remplacer la signature électronique.

La signature peut être apposée au moyen d'un parapheur électronique, notamment en cas de groupement.

LES CERTIFICATS DE SIGNATURE :

L'obtention d'un certificat peut nécessiter un certain délai qui doit être pris en compte pour remettre une offre dans les délais impartis.

Catégories de certificats admises :

En cas de signature électronique, le certificat de signature du signataire doit être conforme au règlement « eIDAS » ou équivalent et respecter le niveau de sécurité exigé. Le RGS (référentiel général de sécurité) est remplacé par le règlement « eIDAS » depuis le 1er octobre 2018.

Le certificat de signature électronique qualifié entre dans l'une des catégories suivantes :

- un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement susvisé ;
- un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé.

A noter que les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature des marchés publics, dits certificats « RGS » demeurent utilisables jusqu'au terme de sa période de validité.

Pour apposer sa signature, le signataire utilise le dispositif de création de signature électronique de son choix.

Le soumissionnaire utilisant le certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement susvisé est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

Dans les autres cas, le candidat doit mettre gratuitement à disposition de l'acheteur, lors du dépôt du pli, le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature électronique.

FORMATS AUTORISÉS POUR L'APPOSITION DE SIGNATURE ÉLECTRONIQUE :

Les seuls formats autorisés pour l'apposition des signatures électroniques sur les documents devant être signés sont :

- le format PADES (utilisable uniquement pour les fichiers au format PDF),
- le format CADES (que la signature soit attachée ou séparée),
- le format XADES (que la signature soit attachée ou séparée).